



**Institut pour les Savoir-Faire Français
(ISFF)**

ASSOCIATION LOI 1901

15, rue de la Bûcherie
75005 Paris

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025





Institut pour les Savoir-Faire Français (ISFF)

ASSOCIATION LOI 1901

15, rue de la Bûcherie
75005 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames et Messieurs les membres de l'**Institut pour les Savoir-Faire Français**,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut pour les Savoir-Faire Français relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.





Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur

- la note des « Règles et méthodes comptables – Changement de méthode lié à l'application de la nouvelle réglementation comptable. » de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03
- le point concernant les faits caractéristiques de l'exercice

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Le respect des dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux récentes modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations ainsi que des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers
- L'analyse des conséquences de la sortie du plan de sauvegarde de l'association
- Les informations fournies en annexe

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient aux dirigeants d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle





interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe aux dirigeants d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 9 avril 2026.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Saint-Maur, le 28/04/2026

Pluriel Consultants

Société de Commissaires aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Philippe Barré
Commissaire aux comptes, Associé





Institut pour les Savoir-Faire Français (ISFF)

ASSOCIATION LOI 1901

15, rue de la Bûcherie
75005 Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2025



ASSO INSTITUT SAVOIR FAIRE

Comptes annuels Bilan au 31/12/2025

RUE DE LA BUCHERIE
75005 PARIS
SIRET : 30633056400049

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025			Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Brut	Amort. Dép. (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles	113 561	30 630	82 931	18 548
Immo. incorp. en cours, avances et acomptes				70 044
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Instal. techniques, matériel et outillages indus.				
Autres immobilisations corporelles	53 703	47 447	6 256	9 755
Immo. corp. en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	50		50	50
Prêts				
Autres immobilisations financières	82 868		82 868	89 047
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ II	250 182	78 077	172 105	187 444
Comptes de liaison				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	31 522		31 522	108 083
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	154 058		154 058	65 502
Charges constatées d'avance	21 023		21 023	12 880
Valeurs mobilières de placement	103 712		103 712	102 606
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	137 460		137 460	648 675
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT IV	447 774		447 774	937 746
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif				
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I à VII)	697 956	78 077	619 880	1 125 190

Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	32 137	32 137
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	-721 221	111 834
Excédent ou déficit de l'exercice	-312 032	-833 055
Situation nette	-1 001 116	-689 083
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL DES FONDS PROPRES I	-1 001 116	-689 083
Autres fonds propres		
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL DES AUTRES FONDS PROPRES I bis		
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	30 172	30 172
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS III	30 172	30 172
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	70 000	70 000
Provisions pour charges		
TOTAL DES PROVISIONS IV	70 000	70 000
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	137 313	1 008 563
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	231 125	670 673
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 152 386	34 865
Produits constatés d'avance		
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES V	1 520 824	1 714 102
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I à VI)	619 880	1 125 190

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Produits d'exploitation		
Cotisations	48 129	21 400
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	28 286	
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	377 461	808 795
dont parrainages	-665	
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	990 000	1 895 350
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	11 266	
Mécénats	70 000	22 523
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	32 480	83 541
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	23 444	55 752
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 581 066	2 887 361
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	618 188	1 281 341
Aides financières	89 908	151 738
Impôts, taxes et versements assimilés	63 126	191 975
Salaires	762 258	1 044 824
Cotisations sociales	323 743	449 637
Dotations aux amortissement et dépréciations	17 895	32 486
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immo. incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	19 141	341 955
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 894 260	3 493 956
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-313 194	-606 595
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 107	1 051
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change	55	
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	1 162	1 051

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2025 au 31/12/2025		Du 01/01/2024 au 31/12/2024	
	Total		Total	
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV				
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)		1 162		1 051
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)		-312 032		-605 544
Produits exceptionnels V				7 100
Charges exceptionnelles VI				234 611
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)				-227 511
Participation des salariés aux résultats VII				
Impôts sur les bénéfices VIII				
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		1 582 228		2 895 512
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)		1 894 260		3 728 567
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-312 032		-833 055
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature		31 200		
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		31 200		
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens		31 200		
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		31 200		

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 619 880 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : -312 032 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

L'association a pour vocation l'encouragement à la transmission des savoir-faire ainsi que l'étude, le soutien et la promotion des métiers d'art afin de :

- développer une expertise sectorielle, juridique et administrative pour une meilleure identification des métiers d'art et de leur savoir-faire afin notamment de leur permettre un meilleur positionnement aux niveaux national, européen et international,*
 - défendre une image d'excellence au moyen d'une politique artistique exigeante, afin de trouver de nouveaux champs d'action possibles de l'association dans les domaines des arts plastiques, du design et des arts de la mode,*
 - mettre en œuvre toutes actions pour assurer la conservation et la transmission des savoir-faire, ainsi que l'information afférente dans le but de favoriser l'accès aux métiers et faciliter la création, la reprise ou le développement des entreprises,*
 - engager des actions de communication soit par l'organisation de manifestations, soit indirectement de concert avec les organisations professionnelles nationales représentatives du secteur afin de promouvoir et participer au rayonnement des métiers d'art,*
- L'activité de l'association est orientée vers tous les publics (jeunes, professionnels, grand public).
L'association est administrée par un bureau exécutif élu par le conseil d'administration.*

Moyens mis œuvre :

Pour rappel, depuis 2020, l'association a redéfini son organisation sous la forme de 4 pôles :

- Le pôle Direction, Stratégie et gestion de l'organisme en charge de la direction de l'association dans son ensemble, du pilotage des autres pôles et de la coordination de la communication, du mécénat, de l'informatique et des finances de l'association,
- Le pôle Ressources et Intelligence Économique en charge de la production de contenus et de données à destination des professionnels des métiers d'art et du patrimoine vivant (MAPV) et de la réalisation de missions d'analyses économiques ou d'accompagnement de projets de valorisation des MAPV à destination des acteurs publics,
- Le pôle Savoir-faire et métiers rares gère le dispositif Maître d'Art - Élèves et mène des actions pour soutenir l'apprentissage et la formation afin de pérenniser les savoir-faire rares dans le domaine des métiers d'art,
- Le pôle Développement commercial/Business et Expertise a été créé en 2020 pour favoriser le développement économique des métiers d'art et des entreprises du patrimoine vivant soit par des actions de promotion commerciale soit par des missions de conseil.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 619 880 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -312 032 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, actualisé du règlement 2023-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

L'association est sortie de procédure de sauvegarde en octobre 2025 et un plan de continuation a reçu un avis favorable.

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Méthode des coûts historiques

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changements comptables

L'entité a décidé d'appliquer le rgt 2023-03 à compter du 01/01/2025

Changement de méthode lié à l'application de la nouvelle réglementation comptable.

A compter du 1er janvier 2025, l'application pour la première fois du règlement ANC 2022-06 modifiant le règlement ANC 2014-03 entraîne des changements de comptabilisation et de présentation. Le changement de méthode comptable induit par l'application de ce nouveau règlement n'a pas eu d'incidence significative sur la présentation des comptes 2025 ni sur le comparatif des comptes 2024. Les principaux changements opérés sont les suivants :

Changements de comptabilisation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- En terme de résultat exceptionnel :

- Les opérations de cessions/sorties d'immobilisations figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation (ou dans le résultat financier s'il s'agit d'immobilisations financières) ;
- Les quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation ;
- Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et significatifs (les autres événements étant désormais traduits dans le résultat d'exploitation).

- Suppression des transferts de charges dans le résultat d'exploitation et le résultat financier.

- Les refacturations diverses figurent désormais dans les rubriques de produits par nature ;

Changement de présentation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- Présentation du compte de résultat :

- Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat ;
- Les transferts de charges N-1 ont été regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « reprise sur amortissements, dépréciations et provisions » .

- Présentation du bilan :

- Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances ;
- Les avances et acomptes sont regroupés dans les immobilisations en cours (corporelles ou incorporelles).

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées au coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Frais externes afférents à des formations nécessaires pour la mise en service des immobilisations

Les frais externes afférents à des formations nécessaires pour la mise en service des immobilisations incorporelles et corporelles sont incorporés au coût de l'actif.

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- Site internet Linéaire 3 ans,
- Matériel de bureau et informatique Linéaire entre 5 à 10 ans,
- Mobilier Linéaire entre 5 à 10 ans,

Honoraires commissaires aux comptes: Les honoraires du commissaires aux comptes pour le contrôle légal des comptes s'élèvent en 2025 à 13 255 euros.

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir. (à détailler)

Provision pour risques et charges

Au 31 décembre 2023, l'association a constaté une provision de 70 000 euros pour faire face aux litiges en cours. Ce montant est toujours en compte au 31 décembre 2025

Engagements en matière de départ à la retraite

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice. Au 31 décembre 2025, l'indemnité de départ à la retraite a été évaluée à 14 776 €

Cette évaluation a été faite sur la base des hypothèses suivantes :

- Table de mortalité : TH/TF 00-02
- Année de calcul : 2025
- Taux d'actualisation : 3.17%
- Initiative du départ : Salarié
- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis

Fonds dédiés et reportés

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portés en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés :

- en charges dans le poste « engagements à réaliser sur ressources affectées », les fonds reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture
- en produits dans le poste « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagés.

Aucuns mouvements de fonds dédiés n'a été constaté en 2025.

Contributions volontaires en nature

1. Loi sur le volontariat associatif

Les administrateurs de l'association sont tous bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leur activité de représentant de l'association.

2. Valorisation du bénévolat

Le bénévolat n'est pas valorisé dans la présentation des comptes car non significatif

Régime fiscal

Selon les dispositions du 1 bis de l'article 206 du code général des impôts et du second alinéa du b du 1° du 7 de l'article 261 du CGI, les organismes sans but lucratif bénéficient d'une franchise d'impôt sur les sociétés et de taxe sur la valeur ajoutée, pour les recettes tirées de leurs activités lucratives accessoires dès lors que ces recettes n'excèdent pas 81 011 euros. Ce dispositif est également applicable en matière de contribution économique et territoriale.

Les activités fiscalisées de l'Institut dépassant ce seuil, l'association a créé un secteur distinct d'activité permettant d'isoler ces flux et les soumettre aux impôts commerciaux

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, les rémunérations versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles de l'association, sont à néant pour l'exercice clos au 31/12/2025

Etat des immobilisations

État des immobilisations	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles	34 782	78 779		113 561
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	70 044			
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	104 826	78 779		113 561
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	53 703			53 703
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 703			53 703
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	50			50
Prêts				
Autres immobilisations financières	89 047			82 868
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	89 097			82 918
TOTAL GÉNÉRAL	247 626	78 779		250 182

Augmentations	Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
		Virements			Entrées	
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Total immobilisations incorporelles	78 779	56 035		22 744		
Total immobilisations corporelles						
Total immobilisations financières						
TOTAL GÉNÉRAL	78 779	56 035		22 744		

Diminutions	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
		Virements			Sorties	
		De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Total immobilisations incorporelles						
Total immobilisations corporelles						
Total immobilisations financières						
TOTAL GÉNÉRAL						

Commentaires : néant

Etat des amortissements

État des amortissements	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles	16 234	14 396		30 630
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 234	14 396		30 630
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	43 948	3 500		47 447
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	43 948	3 500		47 447
Immobilisations financières				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
TOTAL GÉNÉRAL	60 182	17 895		78 077

Dotations	Dotations de l'exercice	Ventilation des dotations			
		Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon le mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	14 396				
Immobilisations corporelles	3 500				
Immobilisations financières					
TOTAL GÉNÉRAL	17 895				

Diminutions	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
		Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
TOTAL GÉNÉRAL				

Commentaires : néant

Etat des créances et des dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres immobilisations financières	82 868		82 868
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	31 522	31 522	
Reçues par legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 149	14 149	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	126 843	126 843	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	9 425	9 425	
Charges constatées d'avance	21 023	21 023	
TOTAL	285 830	202 962	82 868

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances de 1 à 5 ans	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1)				
Fournisseurs et comptes rattachés	137 313	137 313		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	45 063	45 063		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	81 014	81 014		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	99 318	99 318		
Autres impôts, taxes et assimilés	5 730	5 730		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	1 152 386	13 109	491 787	647 490
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 520 824	381 547	491 787	647 490

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaires : néant

Variation des fonds propres 431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	32 137				32 137
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	111 834	-833 055			-721 221
Excédent ou déficit de l'exercice	-833 055	833 055		-312 032	-312 032
Situation nette	-689 083			-312 032	-1 001 116
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	-689 083			-312 032	-1 001 116

Commentaires : néant

Variation des fonds dédiés - Contributions financières d'autres organismes

Contributions financières d'autres organismes	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
FD Captation portail Métiers d'Art	30 172					30 172	
TOTAL	30 172					30 172	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Etat des provisions

Nature des provisions	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la clôture de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions réglementées pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES					
Provisions pour risques					
Provisions pour :					
- Litiges					
- Garanties données aux usagers					
- Amendes et pénalités					
- Pertes de change					
- Pertes sur contrats					
Autres provisions pour risques		70 000			70 000
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES		70 000			70 000
Provisions pour charges					
Provisions pour :					
- Pensions et obligations similaires					
- Restructurations					
- Impôts					
- Renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires					
- Gros entretien ou grandes révisions					
- Remise en état					
- Legs ou donations					
Autres provisions pour charges					
TOTAL DES PROVISIONS POUR CHARGES					
TOTAL DES PROVISIONS		70 000			70 000

Commentaires : néant

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	13	
Agents de maîtrise & techniciens	3	
Employés		
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	16	

Commentaire

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47 917	6 535
Dettes sur legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	66 824	174 577
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		30 805
Instruments de trésorerie		
TOTAL	114 741	211 917
Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		39 556
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		1 624
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Instruments de trésorerie		
TOTAL		41 180

Commentaires : néant

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
- D'exploitation		
Produits : - Financiers		
- Exceptionnels		
TOTAL		
Charges constatées d'avance	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
- D'exploitation	21 023	12 880
Charges : - Financières		
- Exceptionnelles		
TOTAL	21 023	12 880

Commentaires : néant

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Solde		Variation
	31/12/2025	31/12/2024	Montant
			%
Produits Exceptionnels			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			
Produits exceptionnels sur opérations en capital			
Reprises sur provisions et transferts de charges			
TOTAL DES PRODUITS	7 100.00	-7 100.00	-100.00
Charges Exceptionnelles			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			
TOTAL DES CHARGES	234 611.29	-234 611.29	-100.00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-227 511.29	227 511.29	-100.00

Commentaire



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.





*À projet singulier,
Solution Pluriel*

**Institut pour les Savoir-Faire Français
(ISFF)**

ASSOCIATION LOI 1901

15, rue de la Bûcherie
75005 Paris

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur
les conventions réglementées**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025**

La Fabrik - 28, avenue Marie-Louise – 94100 Saint-Maur – Tél. 01 41 79 41 79
bienvenue@pluriel.team – www.pluriel.team
SARL au capital de 15.000 euros – Siren 440 493 385 – Code NAF : 6920Z

Membre de l'ordre des experts-comptables de la région Paris Ile de France
Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris





Institut pour les Savoir-Faire Français (ISFF)

ASSOCIATION LOI 1901

15, rue de la Bûcherie
75005 Paris

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025**

Mesdames et Messieurs les membres de l'Institut pour les Savoir-Faire Français,

En notre qualité de commissaire aux comptes de l'association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

En application de l'article R 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L 612-5 du Code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.





LISTE DES CONVENTIONS 2025

Convention de subventionnement de la Direction Générale de la Création Artistique

- Administrateur concerné : Delphine Fournier, représentant de la DGCA
- Objet de la convention :
 - Mise en œuvre du programme d'actions en cohérence avec les orientations de politiques publiques et dans le cadre de son projet global d'intérêt général, signée le 10 mars 2025.
- Impact sur le résultat : + 900 000 €

Convention de mécénat Fondation Rémy Cointreau

- Administrateur concerné : David Caméo, secrétaire de l'Institut et administrateur de la Fondation Rémy Cointreau
- Objet de la convention :
 - Participation au financement pour l'organisation nationale du Prix Avenir Métier d'Art 2025
- Impact sur le résultat : + 25 000 €

Saint-Maur, le 28 avril 2026

Pluriel Consultants

Société de Commissaires aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Philippe Barré

Commissaire aux Comptes, Associé

